

Geneva Internet Platform

DigitalWatch

NEWSLETTER
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations
sur les politiques numériques.*

Nous les recevons aussi.

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

TENDANCES DES POLITIQUES NUMÉRIQUES EN JUILLET ET AOÛT

1. L'été de l'Intelligence artificielle

C'était sans aucun doute l'été de l'intelligence artificielle (IA), en témoigne les développements dans ce domaine et en matière de robotique dans le monde entier.

Les Etats élaborent des stratégies nationales de développement de l'IA, mais aussi tentent de répondre aux implications économiques, sociales et éthiques liées aux progrès de l'IA.

La Chine, par exemple, vient d'annoncer son plan de développement de l'IA, visant à faire de ce pays le leader mondial dans le domaine d'ici 2030. En Allemagne, le gouvernement fédéral a adopté un plan d'action pour la mise en œuvre d'un ensemble de lignes directrices sur l'éthique pour le développement des véhicules autonomes qui dépendent grandement de l'IA.

Durant l'été, les avertissements concernant l'impact de l'IA sur la société ont pris une nouvelle ampleur. Le Directeur de Tesla, Elon Musk, pense que l'IA «est un risque existentiel fondamental pour la civilisation humaine», et a appelé à une intervention gouvernementale préventive et proactive. Musk était également parmi les représentants de plus de 100 entreprises d'IA et de robotique

qui ont exprimé publiquement leurs inquiétudes à propos des développements dans le domaine des armes autonomes.

Sur une note plus optimiste – selon un sondage mené par le Forum Economique Mondial – les «millennials» croient que les technologies (y compris l'IA et la robotique) créent des emplois au lieu de les détruire.

Cet été chargé a mis singulièrement en lumière les aspects éthiques, juridiques et politiques des développements de l'IA. Lisez un résumé détaillé dans «A Summer Diary of Artificial Intelligence» publié dans HuffPost.

2. Les contenus extrémistes restent une préoccupation

La propagation des contenus extrémistes demeure une préoccupation pour les gouvernements et l'industrie de l'Internet. Les attaques récentes, souvent commises par des individus radicalisés ou des cellules locales, continuent d'attirer l'attention sur la capacité des terroristes à utiliser l'Internet pour le recrutement et la propagation de contenus extrémistes en ligne.

[La suite en page 3](#)



Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable tenu à New York en juin a discuté du rôle des technologies numériques dans la réalisation du développement durable. L'analyse de DiploFoundation sur quatre ans des rapports du Forum montre que les données deviennent un élément de plus en plus central. [Plus à la page 4.](#) *Credit: UN.org*

DANS CE NUMERO

LES ÉVOLUTIONS



Nous commençons par les principales évolutions notamment les rapides développements dans le monde de l'intelligence artificielle qui ont dominé l'été.

[Plus aux pages 1, 3](#)

LOI



Le droit à l'oubli sur Internet a de nouveau été contesté en Europe, alors que la Chine a ouvert une Cour d'Internet. Lisez notre analyse.

[Plus à la page 2](#)

LES CINQ GRANDS



Les cinq principales entreprises d'Internet ont accumulé des milliards de revenus. Quelle est leur taille et quelles sont les préoccupations?

[Plus à la page 7](#)

OUTILS



Nous présentons un nouvel outil (DeadlineR) et une nouvelle ressource (l'IG Timeline) de l'observatoire GIP Digital Watch.

[Plus à la page 8](#)



Le numéro 23 de la revue *Digital Watch*, publié le 31 août 2017, par la Geneva Internet Platform (GIP) et la DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Mamadou Lo, Clément Perarnaud, Sorina Teleanu | Contributeurs: Stephanie Borg Psaila, Jovan Kurbalija, Virginia Paque, Marilia Maciel, Roxana Radu, Barbara Rosen Jacobson, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des développements sur l'observatoire GIP Digital Watch (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, dans les différents centres locaux, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à digitalwatch@diplomacy.edu

Cinquième conférence du Réseau sur la régulation pour le travail décent

La conférence a été organisée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et des instituts universitaires du monde entier, du 3 au 5 juillet à Genève.  Il a réuni des universitaires et des praticiens spécialisés dans la gouvernance du travail, mettant l'accent sur des solutions pratiques et des réponses aux problèmes actuels, tels que les contrats de zéro heure ou les droits des travailleurs dans l'économie de partage. Deux cents articles ont été présentés sur trois jours, parallèlement à des séances spéciales et des plénières sur l'économie des soins de santé (y compris les services de santé et de garde d'enfants), le revenu de base universel et l'avenir complexe de la réglementation du travail. Les panels ont abordé les défis de la numérisation et les transformations provoquées par l'économie de gig (caractérisée par des contrats temporaires). L'étude de GIP sur *Uberisation démythifiée: l'examen des réponses juridiques et réglementaires dans le monde*  a été présentée lors de la conférence.

Revue Mondiale d'Aide pour le Commerce 2017

L'événement qui s'est tenu du 11 au 13 juillet portant sur le thème *Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour le développement durable*  a été l'occasion pour discuter de l'importance et de l'avenir de l'Aide pour le commerce. Un certain nombre de séances ont porté sur le commerce numérique, y compris la nécessité d'une infrastructure Internet de qualité (Clicks Need Bricks) et des autres réseaux physiques qui constituent la base de la connectivité numérique. Les voies et moyens de combler le fossé numérique ont été aussi discutés. La conférence a également examiné les nouvelles tendances dans l'économie numérique, la nécessité d'asseoir des règles et des normes internationales, et le potentiel de développement du commerce électronique dans différentes régions du monde.

Lancement de la Commission mondiale sur l'avenir du travail

Le 21 août, l'OIT a annoncé la création de la Commission mondiale sur l'avenir du travail.  L'organe de haut niveau est composé de 28 membres et son travail est organisé autour des quatre thèmes de l'initiative du centenaire sur l'avenir du travail de l'OIT:  (1) travail et société, (2) emplois décents pour tous, (3) organisation du travail et de la production, et (4) gouvernance du travail. Lors du lancement à Genève auquel ont assisté le Premier ministre suédois et le Président de Maurice (présidents de la Commission), l'accent a été mis sur la numérisation, les technologies émergentes et l'économie de gig. La Commission devrait produire un rapport indépendant qui sera soumis à la Conférence du centenaire de l'OIT de 2019.

Atelier de l'UIT sur les aspects de sécurité du système de transport intelligent

L'atelier, organisé par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) le 28 août,  a été consacré à l'exploration des préoccupations et des solutions liées à la mise en œuvre de systèmes de transport intelligents sécurisés. L'atelier a offert aux participants l'occasion de discuter de la manière dont l'expertise technique de l'UIT peut être utilisée pour répondre aux exigences de sécurité des systèmes de transport intelligents auprès des fabricants de véhicules et des fournisseurs. Parmi les autres sujets traités au cours de l'événement, mentionnons les menaces et les vulnérabilités dans les services et les réseaux des systèmes de transport intelligents; les modalités de sécurisation de l'environnement des transports intelligents contre ces menaces; et les efforts actuels et futurs concernant l'élaboration des standards pour systèmes de transport intelligents, y compris dans le domaine de la sécurité.

BIENTOT ! COURS EN LIGNE SUR LE COMMERCE ELECTRONIQUE

Une nouvelle édition du cours en ligne sur le Commerce Electronique débutera le 25 septembre 2017. Le cours est offert par CUTS International et DiploFoundation, en partenariat avec Geneva Internet Platform, le Centre du commerce international et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Le cours aidera les parties prenantes des pays en développement et les pays les moins avancés à accroître leurs connaissances et leurs capacités à s'engager dans des négociations et des discussions sur le commerce électronique. Le développement et la diffusion du cours sont soutenus par le Foreign & Commonwealth Office du Royaume-Uni.

Les sujets qui seront abordés tout au long du cours comprennent les fonctionnalités Internet et les modèles commerciaux en ligne; accords commerciaux régionaux; négociations commerciales internationales; et les problèmes de politiques numériques tels que la localisation des données, la cybersécurité, les implications de l'Internet des Objets et l'impression 3D pour le commerce numérique.

Visitez la page web du cours  pour en savoir plus et postuler. La date limite d'inscription est le 7 septembre 2017.

TENDANCES ET EVOLUTIONS DES POLITIQUES NUMERIQUES ET AOUT 2017

Suite page 1



Le filtrage des contenus et la liberté d'expression ont été mis en lumière après la décision de certaines entreprises d'Internet de bloquer l'accès aux contenus en ligne des organisations de la suprématie blanche, suite aux affrontements de Charlottesville. *Crédit: RT.com*

L'une des principales préoccupations des gouvernements est que l'industrie de l'Internet n'interviendrait pas suffisamment. Préoccupé par l'incapacité de l'industrie à bloquer de tels contenus avant leur mise en ligne, le ministre de l'Intérieur britannique a souligné que ces contenus «ne devraient jamais être sur Internet».

Cependant, l'industrie de l'Internet soutient qu'elle est particulièrement active contre la propagation des contenus extrémistes. Afin de faire face au défi que représente le filtrage de l'ensemble des contenus générés, l'industrie a développé de nouvelles stratégies. Le Forum Internet mondial contre le terrorisme, mis en place en Août, est une de ces initiatives.

Le filtrage des contenus et la liberté d'expression ont également été mis en lumière suite aux affrontements de Charlottesville lorsque certaines entreprises d'Internet ont décidé de bloquer l'accès aux contenus en ligne d'organisations de la suprématie blanche. Les activistes en faveur de la liberté d'expression s'opposent à un tel pouvoir de censure laissé entre les mains de l'industrie de l'Internet, car cela pourrait être appliqué arbitrairement.

Le filtrage de contenus en général, la propagation des contenus extrémistes et la liberté d'expression resteront fort probablement de grandes préoccupations et sujets prioritaires dans les agendas politiques numériques dans le monde entier.

3. Les pays interdisent les Réseaux Privés Virtuels

La Russie et la Chine ont interdit l'utilisation des réseaux privés virtuels – des logiciels qui permettent aux utilisateurs de contourner la censure et d'accéder à des contenus prohibés.

Les utilisateurs russes ne pourront plus utiliser les réseaux privés virtuels à partir du 1er novembre, après l'adoption d'un amendement par le gouvernement qui affectera des outils tels que Tor, I2P et Freenet et obligera les fournisseurs d'Internet à bloquer les sites hébergeant ces outils.

En Chine, les entreprises de télécommunications auraient été invitées à bloquer l'accès aux réseaux privés virtuels d'ici février 2018.

L'interdiction des réseaux privés virtuels fait l'objet de critiques de la part des mouvements des droits de l'homme qui le considèrent comme moyen d'annihiler la dissidence. Les réseaux privés

virtuels sont couramment utilisés pour contourner la censure et sont habituellement utilisés dans les pays où les politiques de contrôle des contenus sont rigoureuses, utilisant le filtrage afin d'empêcher l'accès au contenu multimédia international.

4. Uber suspendu dans plusieurs pays

La société Uber a été temporairement suspendue aux Philippines et à Macao. Bien que la suspension aux Philippines ait été levée après que la société ait payé près de 10 millions de dollars de pénalités, le nombre de pays qui suspendent les opérations d'Uber continuent de croître.

La société a souvent fait valoir qu'il s'agissait d'une entreprise de la société de l'information; et en tant que tel ne nécessiterait pas de licences, contrairement aux services de taxi. Selon Uber, ses conducteurs devraient être considérés comme des entrepreneurs indépendants.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) devrait décider du statut de l'entreprise et de ses conducteurs. Entre temps, l'Avocat Général a émis un deuxième avis non contraignant dans lequel il classe Uber comme une entreprise de transport. L'avis réitère un argument établi en mai 2017, indiquant que la nature du modèle d'affaires d'Uber est plus liée aux services de transport qu'à la société de l'information. Si la CJUE confirme cette classification, ce sera un revers majeur pour Uber, ce qui obligera l'entreprise à respecter toutes les règles de sécurité, de travail et d'autres règles applicables aux compagnies de taxi et autres entreprises de transport.

5. Taxes et arriérés à payer? Pas cette fois.

Les gouvernements ont exercé une pression sur les entreprises d'Internet pour payer leurs taxes courantes et les arriérés. Profitant d'une réglementation peu claire et des avantages fiscaux, les entreprises ont accumulé leurs revenus.

Toutefois, une décision du mois dernier a donné lieu à une victoire de Google suite à la décision d'un tribunal français statuant que la société n'était pas responsable des arriérés de taxes en France. Google avait conclu ses contrats de publicité en France via sa filiale irlandaise. Selon le tribunal, la facture d'impôt ne pouvait pas être justifiée, car Google n'avait pas «d'établissement permanent» ni de «présence fiscale suffisante» en France.

POLITIQUES NUMERIQUES: EVOLUTIONS EN JUILLET ET AOUT

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Evolution en hausse

Dans un discours à la suite du sommet du G20, le Premier ministre australien, Malcolm Turnbull, a exhorté les entreprises d'Internet à agir plus rapidement contre l'extrémisme en ligne et à résoudre le «problème» des contenus chiffrés. [Le secrétaire britannique à l'Intérieur, Amber Rudd, a réitéré un appel aux entreprises d'Internet de prendre des «actions réelles» dans la lutte contre les contenus extrémistes.](#)

La plate-forme de messagerie Telegram a accepté de supprimer les contenus extrémistes de son application, après que les autorités indonésiennes aient ordonné aux fournisseurs de services Internet (FAI) de bloquer l'accès aux noms de domaine utilisés par Telegram.

Développement durable



Evolution en hausse

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui s'est tenu du 10 au 19 juillet à New York, [a discuté du rôle des technologies numériques dans la réalisation du développement durable.](#)

Une analyse sur quatre ans des rapports du Forum, [menée par DiploFoundation, montre que les données deviennent un élément de plus en plus central dans les discussions autour du développement durable. Les Objectifs de Développement Durable visent à assurer un développement harmonieux et inclusif, et ont exercé une pression sur la collecte et l'analyse d'une grande quantité de données désagrégées. Pour que tous les pays puissent se conformer à ces objectifs, le renforcement des capacités et l'harmonisation internationale demeurent essentiels.](#)

Sécurité



En stagnation

Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson aurait l'intention de fermer le Bureau du Coordonnateur pour les questions cybernétiques au sein du Département d'Etat, [une décision critiquée par les experts américains comme affaiblissant la position de leader des États-Unis dans les négociations mondiales sur le cyberspace. L'ambassadeur Christopher Painter, qui a travaillé comme coordinateur pour les problèmes cybernétiques depuis 2011, a quitté le poste à la fin du mois de juillet.](#) [Le président Trump a émis une décision d'élever le «US Cyber Command» au statut de «Unified Combatant Command», seul bras opérationnel de l'armée américaine, équivalent aux superviseurs des opérations militaires au Moyen-Orient, en Europe et dans le Pacifique.](#)

L'Avocat Général de la CJUE a publié un deuxième avis non contraignant [dans lequel il classe Uber comme entreprise de transport, réitérant l'argument déjà avancé en mai 2017.](#)

La Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage en Afrique du Sud a statué que les conducteurs d'Uber sont soumis au contrôle de la société (par les normes et les exigences de performance que la société a fixé) et, en tant que tels, sont des employés.

Commerce en ligne et économie de l'Internet



Evolution en hausse

Uber a temporairement suspendu ses opérations à Macao. [Aux Philippines, le Conseil de la franchise et de la réglementation du transport terrestre a suspendu l'accréditation et l'exploitation d'Uber pendant un mois.](#) [La suspension a été levée après que la société ait payé près de 10 millions de dollars de pénalités.](#)

Les ministres des finances de la France et de l'Allemagne s'associent pour s'attaquer aux questions sur la taxation de l'économie de partage. Ils ont soumis une proposition conjointe à cet égard à la Commission européenne, qui sera discutée lors d'une réunion en septembre. [Un tribunal de Paris a statué que Google n'est pas responsable au niveau fiscal en France, après que les autorités françaises ont exigé que Google paye 1,1 milliard d'euros de taxes.](#) [Selon le tribunal, la facture des autorités ne pouvait pas être justifiée car Google n'avait pas «d'établissement permanent» ou une «présence fiscale suffisante» en France.](#)

Facebook a annoncé que sa plate-forme de commerce électronique C2C (Consumer-to-Consumer), Marketplace, serait lancée dans 17 pays en Europe.

Dans ce que certains décrivent comme la première taxe indirecte sur les robots dans le monde, la Corée du Sud a annoncé la réduction de la déduction fiscale pour les investissements dans l'automatisation (précédemment introduite pour encourager la productivité).

Droits numériques



Evolution en hausse

La Cour suprême de l'Inde a statué que le droit à la vie privée est un droit fondamental, [dans un jugement qui s'inscrit dans le contexte du gouvernement indien qui cherche à déployer une base de données biométriques \(Aadhaar\) reliant les données personnelles aux scans de l'iris et aux empreintes digitales.](#)

La Chine a établi une nouvelle réglementation pour le contrôle des contenus en ligne – comprenant les films, les documentaires et les films d'animation – pour s'assurer qu'ils adhèrent aux «valeurs socialistes fondamentales», dans le cadre d'une nouvelle campagne de contrôle du discours social en ligne.

Poursuivant le débat sur le droit à l'oubli numérique (souvent qualifié droit au déréférencement), la France a renvoyé l'affaire CNIL (l'autorité française de protection des données) contre Google (Alphabet) à la CJEU pour décider de la portée territoriale du droit à l'oubli numérique, afin de voir si Google doit supprimer les résultats de la recherche Web à l'échelle mondiale.

Juridiction et questions juridiques



En stagnation

Une cour d'Internet a été ouverte en Chine pour traiter spécifiquement des cas liés à Internet; la Cour mène ses procédures à l'aide d'outils numériques.[L](#)

Dans un différend qui a commencé en 2012 dans le cadre d'une affaire de cybersquatting, la Cour suprême des États-Unis est maintenant invitée à invalider la marque de commerce de Google.[L](#) La pétition a soutenu qu'«il n'y a pas un seul mot autre que Google qui transmet l'action de la recherche Internet en utilisant un moteur de recherche».[L](#)

Infrastructures



Evolution en hausse

La Russie a adopté un amendement interdisant les réseaux privés virtuels et les services proxy qui permettent aux utilisateurs d'accéder aux sites Web bloqués.[L](#) En Chine, les entreprises de télécommunications ont ordonné de bloquer l'accès aux réseaux privés virtuels d'ici février 2018.[L](#) La Somalie a subi une interruption de l'Internet causée par des dommages d'un câble sous-marin en fibre optique.[L](#) Google lancera des points wi-fi gratuits sur des centaines de sites en Indonésie, dans le cadre du programme Google Station.[L](#)

La nouvelle Communauté habilitée de l'ICANN a exercé son pouvoir pour la première fois en approuvant un changement des statuts fondamentaux de l'ICANN.[L](#) Un panel d'évaluation indépendant a recommandé que le Conseil d'administration de l'ICANN réévalue la demande d'Amazon pour .amazon.[L](#) Internet Protocol version 6 (IPv6) est devenu un standard Internet complet, avec la publication de RFC 8200.[L](#)

Neutralité du net



En stagnation

Le 12 juillet, les grandes entreprises d'Internet et les organisations de la société civile ont pris part à une énorme «journée d'action» en ligne en soutien aux règles américaines sur la neutralité du net.[L](#) La Maison Blanche a exprimé son soutien aux plans de la Commission Fédérale des Communications de réviser les règles de la neutralité du net.[L](#) David Kaye, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, a soulevé des inquiétudes au sujet des plans de la Commission Fédérale des Communications qui peuvent considérablement réduire les protections pour la neutralité du réseau et entraver indûment la liberté d'expression en ligne aux États-Unis.[L](#)

Nouvelles technologies: Intelligence artificielle, Internet des objets, etc.



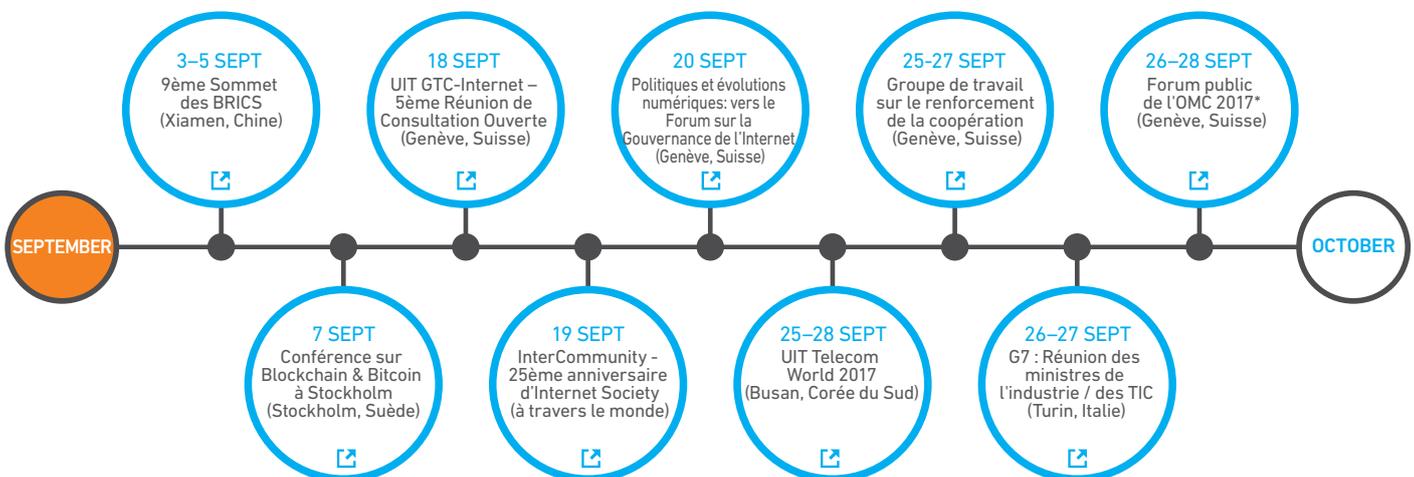
Evolution en hausse

Le Conseil d'Etat en Chine a publié un plan de développement de l'IA destiné à contribuer à faire de la Chine le leader mondial dans le domaine d'ici 2030.[L](#) Au Royaume-Uni, le Comité exclusif sur l'IA de la Chambre des lords a lancé un appel public pour obtenir des preuves sur les implications de l'intelligence artificielle.[L](#) Taiwan prévoit un investissement de 527 millions de dollars dans le développement de l'IA.[L](#) Des représentants de plus de 100 entreprises travaillant dans le domaine de l'IA et de la robotique ont envoyé une lettre ouverte à l'ONU exprimant des préoccupations concernant les développements dans le domaine des armes autonomes.[L](#)

Quatre sénateurs américains ont proposé un projet de loi qui, s'il est adopté, imposera certaines exigences de sécurité pour les entreprises technologiques qui vendent des appareils «connectés» au gouvernement fédéral des États-Unis.[L](#)

Le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé des plans pour introduire de nouvelles règles qui exigeraient que les drones soient enregistrés et que les utilisateurs effectuent des tests de sensibilisation à la sécurité.[L](#)

EVENEMENTS EN SEPTEMBRE



* La Geneva Internet Platform fournira des rapports en direct. Suivez la page dédiée.[L](#)

Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

'DROIT A L'OUBLI NUMERIQUE': DE RETOUR A LA COUR

Poursuivant le débat sur le droit à l'oubli numérique (souvent qualifié droit au déréférencement), la France a soumis le cas CNIL (l'autorité française de protection des données) contre Google (Alphabet) à la CJUE, demandant à la Cour si le droit à l'oubli numérique est exécutoire au-delà de la juridiction de l'UE.

En 2014, la CJUE avait décidé que les moteurs de recherche doivent se conformer au soi-disant droit à l'oubli numérique et éliminer les données inexacts et non pertinentes des résultats des recherches effectuées sur la base du nom d'une personne, à la demande de la personne concernée. En 2016, la CNIL avait imposé une amende de 100 000 d'euros à Google pour n'avoir pas retiré les résultats de recherche en dehors de l'Europe.

Google a contesté la décision devant le tribunal administratif suprême de la France, arguant que le droit à l'oubli numérique ne devrait pas s'appliquer au-delà de l'Europe. Le tribunal français a renvoyé l'affaire à la CJUE (affaire C-507/17), qui doit maintenant décider de la portée territoriale du droit à l'oubli.

Il existe des positions différentes au niveau global sur le droit à l'oubli numérique. Certains ont appelé les autorités américaines à protéger les entreprises d'Internet de ce qui est perçu comme

un protectionnisme déguisé; d'autres demandent à l'administration actuelle de protéger également les entreprises et la liberté d'expression sur Internet.

Le Comité des journalistes pour la liberté de la presse souligne: «Demander de supprimer les résultats de recherche à l'échelle mondiale, y compris les liens vers des articles, constitue une menace importante pour les médias et la liberté de la presse dans le monde entier. Ils s'inquiètent également de l'idée que les lois d'un pays pourraient remplacer celle d'un autre sur Internet d'une manière qui limite l'accès à l'information.»

Encore une fois, les tribunaux ont été invités à se prononcer sur un problème de politique numérique. La décision peut avoir de vastes conséquences, si elle devait être appliquée à l'échelle mondiale.

LA CHINE MET EN PLACE UNE COUR SPECIALE POUR LES AFFAIRES LIEES A INTERNET

Ce mois-ci, la Chine a ouvert un nouveau tribunal qui traite spécifiquement des affaires liées à Internet. La Cour d'Internet de Hangzhou utilise également Internet et les outils numériques pour mener ses travaux.

Les tribunaux traditionnels faisaient face à des difficultés pour suivre le nombre croissant de litiges liés à Internet. La Cour d'Internet a été créée pour répondre à cette préoccupation, mais aussi «éliminer les barrières et contraintes géographiques et gagner du temps».

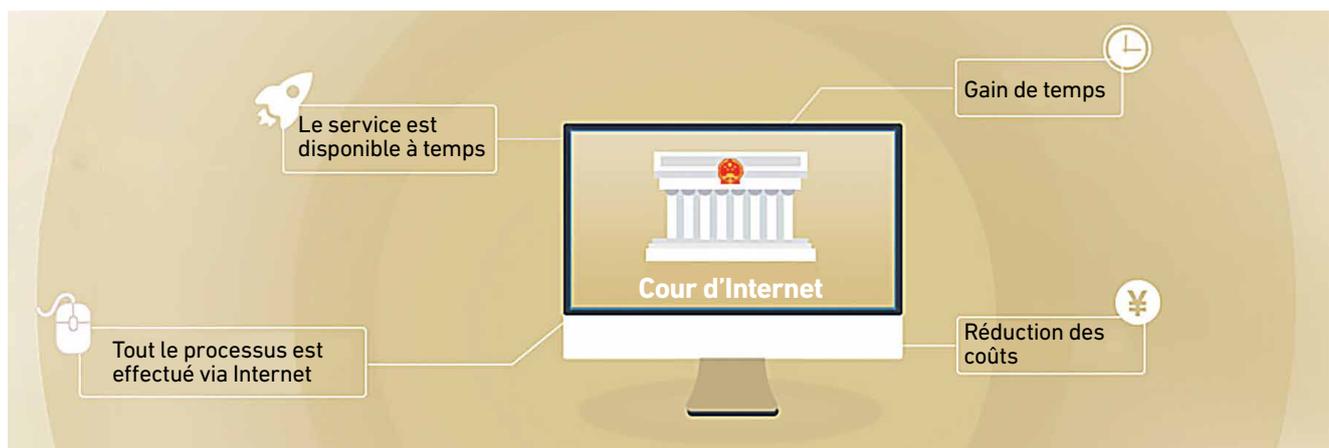
Aussitôt mis en place, le tribunal a déjà traité plusieurs affaires. Le premier cas, entendu le 18 août, concernait une réclamation en matière de droit d'auteur, introduite par un écrivain contre une entreprise Internet qui offrait le roman de l'auteur à ses clients sans autorisation. Le tribunal a compétence dans plusieurs domaines, comme les achats en ligne, les contrats de services Internet, ainsi qu'en ce qui concerne la propriété intellectuelle. Toutes les étapes d'un procès peuvent être menées par des moyens numériques.

La mise en place du tribunal à Hangzhou semble être fondée sur une raison très pratique. Beaucoup de conflits liés à Internet en Chine impliquent des entreprises chinoises, et beaucoup de ces

entreprises – comme le groupe Alibaba – sont basées à Hangzhou. Comme la loi chinoise stipule que les affaires contre les entreprises doivent être traitées dans la ville où la société opère principalement, le choix de Hangzhou se justifiait aisément.

Le tribunal Internet procure plusieurs avantages, comme la facilitation ou la simplification de l'accès à la justice, l'accélération du traitement des cas de conflits et la création d'une expertise dans les conflits en ligne. Étant donné que le tribunal fonctionne encore selon les mêmes procédures que les tribunaux traditionnels, il risque de faire face aux mêmes défis que ces derniers, surtout en ce qui concerne l'application de la législation existante à la complexité croissante des litiges impliquant Internet.

Cependant, étant donné que le tribunal en est encore à ses balbutiements, il reste à voir sous quelle juridiction le tribunal officiera réellement, et s'il traitera également des cas au niveau transfrontalier qui n'incluent pas les entreprises chinoises.



La plate-forme de litige.

Credit: Cour d'Internet de Hangzhou

LES ENTREPRISES DE L'INTERNET: LA LIMITE EST-ELLE LE CIEL?

Les revenus trimestriels combinés d'une poignée de sociétés Internet (142 milliards de dollars) sont étonnants. Cela n'est pas surprenant, car les «Cinq Grands» entreprises Internet – Google, Amazon, Apple, Facebook et Microsoft – ont accru leur richesse depuis de nombreuses années.

Opérant généralement sur des marchés en ligne, ces cinq entreprises ont récemment cherché à pénétrer le monde des entreprises hors ligne. Ce qui pousse le journal «The Economist» à se demander [«jusqu'à quels niveaux ces entreprises peuvent grandir»](#)?

Une telle croissance, qui atteint des niveaux sans précédent, pose la question de l'intervention des autorités publiques, qui doivent veiller contre les abus de position dominante, à l'évasion fiscale, aux questions liées au droit du travail, et à la colère des entreprises traditionnelles. Pour l'heure, les gouvernements ne se laissent pas faire. Ils ajustent leurs réglementations, surveillent les entreprises Internet, et leur imposent des amendes dans le cas de pratiques illégales.

La domination du marché

Les parts de marché dont jouissent les grandes entreprises leur permettent d'être en situation dominante sur un certain nombre de marchés. En témoigne par exemple le cas de Google qui est poursuivi par les régulateurs européens dans le cadre d'une action en matière de concurrence. La société a d'ailleurs récemment été sanctionnée dans le cadre d'une affaire, lancée



il y a sept ans, dans laquelle les régulateurs de l'UE ont imposé à Google une amende de 2,4 milliards d'euros pour violation des règles de la concurrence. [»](#)

Parmi les autres investigations, Amazon a fait également l'objet d'une enquête menée par les régulateurs de l'UE au sujet de ses accords avec les éditeurs de livres numériques. [»](#) L'enquête, qui a examiné «si les contrats d'Amazon empêchaient les concurrents de développer de nouveaux produits et limitaient la concurrence entre les vendeurs de livres numériques», s'est terminée par un accord à l'amiable.

Évasion fiscale

Il y a quatre ans, la proposition du gouvernement français de procéder à la fiscalisation d'Internet [»](#) a déclenché une vague de discussions. Cela a cependant été une bataille difficile à remporter pour les gouvernements. L'étude annuelle du Groupe de

recherche d'intérêt public des États-Unis [»](#) a confirmé que trois des «Cinq Grands» figuraient parmi les 10 premières entreprises américaines, avec la plupart des fonds détenus à l'étranger. En effet, la contribution économique de l'industrie de l'Internet à la stabilité et la cohésion sociale est en fait relativement limitée. [»](#)

À la lumière des revenus importants, certaines pratiques ne sont pas bien vues par les autorités. Il y a un an, la Commission européenne a ordonné Apple de payer à l'Irlande 13 milliards d'euros en taxes, après une enquête sur l'accord d'Apple à propos des «sweetheart deal». [»](#) accordée par l'Etat irlandais.

Plusieurs enquêtes similaires – dont certaines sont en cours – ont été lancées en Indonésie (Google), en Italie (Google), au Royaume-Uni (Facebook) et aux États-Unis (Amazon), alors que les gouvernements taxent de plus en plus l'industrie de l'Internet. Pourtant, ce n'est pas toujours simple pour les autorités, comme le montre la récente décision de Google. [»](#)

Emplois et création d'emplois

Sur la base d'informations récentes, les cinq entreprises emploient près de 700 000 personnes. Cela s'ajoute aux emplois qu'ils soutiennent indirectement. Les gouvernements apprécient positivement les contributions des «Cinq Grands» à la création d'emplois.

Cependant, les entreprises prennent en compte d'autres facteurs lorsqu'elles prennent leurs décisions. La lettre ouverte d'Apple, publiée juste après «le sweetheart deal» de 13 milliards d'euros d'amende de la Commission européenne, en témoigne : «À l'origine, il n'est pas question de l'importance du montant d'impôts qu'Apple a payé. Il est plutôt question de savoir quel est le gouvernement qui collecte l'argent.... Au-delà du ciblage évident d'Apple, l'effet le plus grand et le plus néfaste de cette décision sera sur l'investissement et la création d'emplois en Europe.»

Une menace pour les compagnies traditionnelles

Les compagnies traditionnelles de taxis et les hôteliers du monde entier connaissent la menace que représentent les entreprises d'Internet. D'une part, l'innovation est largement encouragée, et l'Internet offre un vaste éventail d'activités pour tester et commercialiser de nouvelles idées.

D'autre part, cela peut rapidement conduire à développement et transformer les débuts modestes d'une entreprise en parts de marché substantielles. En particulier, des sociétés telles qu'Uber et Airbnb, qui ont prospéré dans le marché de l'économie de partage, représentent une menace pour les sociétés traditionnelles. Aussi, les grandes entreprises disposent d'énormes pouvoirs d'achat et peuvent conclure des transactions de plusieurs milliards de dollars, comme l'acquisition de Whole Foods de 13,4 milliards de dollars par Amazon.

La croissance continue des entreprises d'Internet ne manquera pas de mettre à l'épreuve les règles existantes et la nécessité des gouvernements de les contrôler. La principale question est de savoir si la pression exercée par les autorités permettra de maintenir cette croissance sans précédent sous contrôle.

Pour une analyse plus détaillée, lisez : Les marchés hors ligne sont la prochaine quête des géants technologiques. [»](#)

INTRODUCTION: DeadlineR

Avez-vous manqué la date limite pour vous inscrire à une conférence? Trop tard pour soumettre une proposition d'atelier? Vous avez oublié un important événement de politique numérique?

L'un des objectifs de l'observatoire *GIP Digital Watch* est de répondre aux besoins concrets et pressants de la communauté des politiques numériques de manière pratique et fonctionnelle, y compris la nécessité de suivre les nombreux événements stratégiques et leurs délais connexes.

Dans cet esprit, nous avons développé DeadlineR, un système de notification qui permet aux utilisateurs de l'observatoire de recevoir des rappels sur les délais. Ceux-ci incluent des délais pour s'inscrire à un événement ou soumettre des propositions d'ateliers, des documents de conférence, etc. Essayez la version pilote en visitant notre section Événements à venir.



01 Choisissez votre événement de politique numérique

26 SEP WTO Public Forum 2017
26 Sep 2017 to 28 Sep 2017 Geneva, Switzerland

26 SEP [Briefing] Internet governance in September 2017
26 Sep 2017 Geneva, Switzerland; local hubs; and online

02 Défilez jusqu'au Notify me

Notify me about deadlines



03 Sélectionnez l'événement, ajoutez votre e-mail

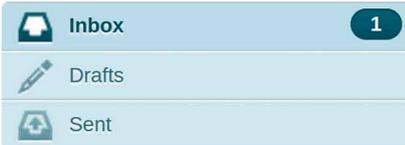
Notify me about deadlines (DeadlineR)

DeadlineR, the observatory's notification system, will send e-mail reminders 7 days, and 1 day, before the deadline.

- Deadline to register for the event, 13 Aug 2017 at 23:30
- Start of the event, 28 Aug 2017 at 07:30

E-mail: E-mail address

04 Recevez la notification



CE MOIS-CI DANS L'HISTOIRE DES TIC ET DE LA GI

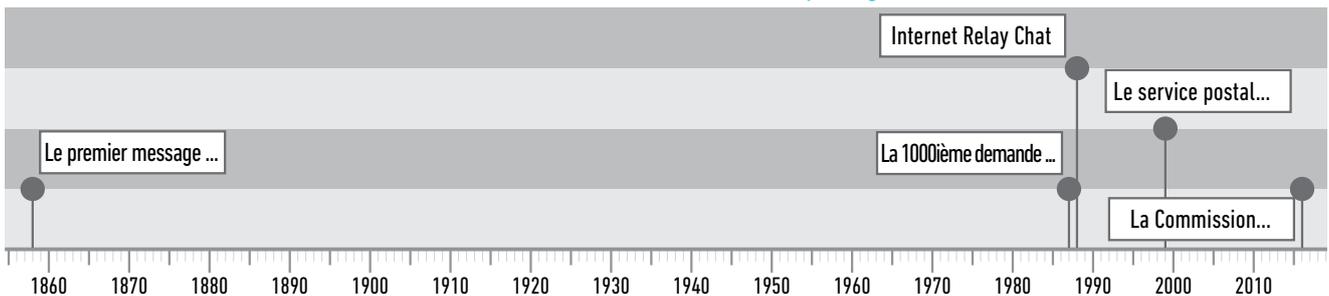


Concept : Jovan Kurbalija Illustration : Vladimir Veljusevic



- 1858** Le premier message est envoyé via un câble transatlantique.
- 1987** La 1000^{ème} demande de commentaires (RFC) de l'IETF est émise.
- 1988** Internet Relay Chat (IRC) est développé.
- 1999** Le service postal des États-Unis présente des services d'affranchissement en ligne.
- 2016** La Commission européenne ordonne à Apple de payer à l'État irlandais jusqu'à 13 milliards d'euros en taxes.

Lisez plus d'anecdotes sur notre calendrier historique interactif des développements de la gouvernance des TIC et de l'Internet, à l'adresse <https://dig.watch/timeline>



Abonnez-vous aux mises à jour de GIP Digital Watch à <http://dig.watch>